



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

## **Déclaration des jeunes syndicalistes du Sud de l'Europe à l'occasion de la Journée européenne d'action et de solidarité de la CES pour des emplois décents et l'état providence**

### **Appel à la solidarité**

### **Jeunes d'Europe, debout !**

Alors que plusieurs pays sont face à une situation désastreuse, ce sont les jeunes qui, partout en Europe, paient le prix fort de la crise économique. Singulièrement, la situation de l'Europe du Sud pourrait n'être que la partie visible de l'iceberg. Faute d'une solidarité sociale et économique, ce qui se passe dans ces pays pourrait s'étendre à l'ensemble de l'Europe. Le taux de chômage des jeunes a atteint un niveau inadmissible à Chypre (27%), en Grèce (55,6%), en Italie (35%), en Espagne (54%) et au Portugal (37,4%). La situation est même pire encore pour les femmes, les migrants et d'autres groupes qui font l'objet de discrimination.

Les emplois qui s'ouvrent aux jeunes se caractérisent principalement par des conditions hautement précaires et l'absence de protection sociale solide (les contrats temporaires sont très répandus et manquent en général de la nécessaire protection des travailleurs ; le recours abusif aux stages, souvent non rémunérés, est monnaie courante ; les bas salaires et les emplois à temps partiel « volontaires » mènent à une augmentation des travailleurs pauvres ; trop souvent, il n'y a aucune garantie de revenu décent durant les périodes de chômage ; etc.).

De telles conditions font qu'il est impossible pour la plupart des jeunes de se détacher personnellement et financièrement de leurs parents afin de créer leur propre famille et sont à la base d'une tendance migratoire nouvelle qui voit les jeunes du sud de l'Europe quitter leurs pays pour chercher des emplois décents à l'étranger. Il en résulte une fuite des cerveaux qui prive ces pays de leur capital humain le plus important sur lequel leur croissance devrait s'appuyer.

Cette situation ne découle pas seulement de la crise économique mais aussi des mesures d'austérité mises en œuvre par les gouvernements nationaux qui affectent grandement des services de base tels que la santé, l'éducation et la culture. Les emplois décents et les piliers de l'état providence devraient être au cœur de toutes les politiques européennes et nationales. En se focalisant uniquement sur l'assainissement budgétaire, et non sur l'investissement pour le développement durable de nos économies, l'injustice et les inégalités sociales ne feront que croître – surtout pour les jeunes.

L'austérité est économiquement et socialement inacceptable en plus d'être insoutenable au plan environnemental. Elle est également politiquement dangereuse et ébranle la stabilité démocratique. Tandis que la situation s'aggrave et que le taux de chômage augmente, des phénomènes tels que le racisme, la xénophobie, l'intolérance et la violence refont surface.

Ces politiques et la rupture unilatérale du dialogue social ont mené les syndicats et les jeunes à réagir et à se mobiliser partout en Europe car :

- Il est injuste et inacceptable que ce soit les travailleurs qui paient pour la crise alors que ceux qui en sont les responsables, non seulement ne font rien pour s'y attaquer, mais continuent même à en tirer profit comme les énormes bénéfices de groupes financiers l'illustrent clairement ;
- Les alternatives existent : la résignation n'est pas une option et nous ne devons tout simplement pas accepter l'approche néolibérale adoptée jusqu'à présent. Une taxe sur les transactions financières, les investissements en R&D, une imposition progressive, la chasse à la fraude fiscale et à la corruption, la lutte contre les emplois précaires et l'adoption d'un programme de garantie pour les jeunes pour s'attaquer au chômage des jeunes sont parmi les nombreuses mesures alternatives qui pourraient contribuer à inverser la situation.

Le modèle social européen doit tout autant être protégé des vives attaques actuelles qu'être renforcé. Nous demandons avec insistance aux institutions européennes d'adopter le Contrat social pour l'Europe proposé par la Confédération européenne des syndicats. Le modèle social a fait en sorte que les générations d'après-guerre puissent profiter des bienfaits de l'état providence et de la paix. La destruction de ce modèle social met en danger le bien-être des générations actuelles et futures ainsi que l'avenir pacifique de l'Europe.

Nous pouvons perdre ce que nous ne défendons pas. Les droits et le bien-être dont nous avons bénéficié jusqu'à présent ont été durement gagnés par les efforts et les combats de nos parents. Unissons-nous dans la solidarité pour les maintenir et les développer. Jeunes travailleurs d'Europe, défendez vos droits ! Des grèves, des manifestations et des rassemblements de solidarité ont organisés partout dans l'Union européenne, du nord au sud. Unissons nos forces pour soutenir toutes ces actions le 14 novembre !



G.S.E.E.  
GREEK GENERAL CONFEDERATION OF LABOUR  
Affiliated to ITUC and ETUC



